

# la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO  
Commission Paritaire : 0411G87909  
ISSN : 1951-4727

N°974 du 10 Novembre 2008

Hebdomadaire 1 €

## EDITORIAL

### **DEMAIN LA CRISE ?**

*Je persiste dans mon analyse : la crise actuelle n'est ni financière, ni économique, elle est politique. L'élection de Barak Obama va-t-elle y changer quelque chose ?*

*Le cœur du problème aujourd'hui est : va-t-on soumettre la finance à la loi de la libre concurrence et mettre les financiers devant leurs responsabilités, leur donnant le choix entre faillites et profits suivant la qualité du travail qu'ils effectueront, ou va-t-on s'acheminer vers un supplément d'Etat, réinventant quelque système de Bretton Woods dont on oublie qu'il n'a causé qu'inflation et chômage dans les pays riches et stagnation et endettement dans les pays pauvres ?*

*A quel proche futur sommes nous donc promis ? Demain le socialisme ou demain le capitalisme ? Demain la crise ou demain la liberté ?*

*Ce que feront Obama et son administration sera déterminant, mais seulement dans une certaine mesure.*

*Demain le socialisme ? C'est ce qui est le plus apparent. C'est le cri de victoire de la gauche, en France comme ailleurs. C'est le soupir de soulagement de la droite étatiste - la seule qui existe en France - inquiète des menaces que la mondialisation représente pour les Etats et leur souveraineté. Pour tous ceux-là Obama c'est Roosevelt II. Le programme du futur président prévoit des impôts en augmentation pour les plus riches, la création d'une véritable « Sécurité Sociale » à la Française, financée par des prélèvements obligatoires et soustraite aux mains des assureurs et des fonds de pension privés, l'octroi généreux de crédits « sociaux », des investissements lourds dans les infrastructures publiques, et enfin le protectionnisme, notamment à l'égard des voisins immédiats (Canada et Mexique). La tonalité générale est donc bien celle du New Deal, des agences fédérales, des grands travaux, de la dépense publique. Voilà qui coïncide bien avec les plans de relance dont il est fortement question en Europe sous l'impulsion de la France. Comme toujours, le socialisme se conjugue avec l'irresponsabilité des comportements ; l'Etat décharge les citoyens de tout risque économique, mais aussi de tous les choix fondamentaux, qu'il s'agisse de l'éducation des enfants et de l'accueil de l'enfant. La seule morale à respecter est celle de la solidarité forcée et de la soumission à la bureaucratie.*

*Dans le prolongement du changement vécu à l'intérieur de l'Union, la politique étrangère est annoncée en rupture totale : désengagement en Irak et en Afghanistan, entente avec l'Iran, réconciliation avec les républiques socialistes latino-américaines. Pour ne plus être « unipolaire », la diplomatie américaine ferait une place plus large à l'ONU, au G8 et aux conférences internationales.*

*C'est ce scénario que la plupart des commentateurs ont à l'esprit. Ils en sont ravis. J'en serais effaré : le rêve américain se transformerait en cauchemar mondial.*

*Alors, demain le capitalisme ? C'est ce qui est le plus souhaitable, mais aussi le plus probable. D'abord, il y a loin de la coupe aux lèvres, et des promesses électorales aux politiques réelles. Obama a déjà dans les tout derniers jours amendé sa doctrine fiscale : allègement des impôts pour les classes moyennes, compensé par une plus forte progressivité. La réforme de la Sécurité Sociale était déjà inscrite au programme de Clinton, mais elle n'a jamais pu se faire, faute du consensus populaire nécessaire. Les déficits publics et l'endettement du trésor Américain ont déjà atteint des*

sommets ; il semble impossible d'aller plus loin dans les programmes de grands travaux, de dépenses sociales, etc. Les entreprises américaines sont imbriquées avec les économies voisines, et même avec l'Europe, au point que le protectionnisme ferait long feu. Quant à la nouvelle politique étrangère, elle n'empêchera jamais les Etats-Unis de sauvegarder leurs intérêts, et on voit mal la Maison Blanche confier le sort du monde à l'ONU. Il va falloir se mesurer à la Russie, qui profite de l'occasion pour de nouvelles agressions, verbales dans un premier temps, militaires peut-être ensuite. La Chine communiste elle-même veut tirer parti du « changement » en rappelant son hostilité à toute indépendance de Taïwan. Avec des partenaires comme Ahmadinejad, Chavez et Poutine, l'ère de paix universelle que certains voient s'ouvrir avec Obama semble assez compromise. Bref, il est bien beau de proclamer la rupture et de se faire élire sur le changement, « les faits sont têtus », disait Lénine.

Dans le même temps, en attendant la « refonte du capitalisme », la mondialisation marchande continuera à fonctionner. Le capitalisme survivra, en dépit des assauts du dirigisme et l'on terminera au pire comme Clinton, en adepte du libre échange et de la libre entreprise, du commerce marchand plutôt que de l'aide publique : « Trade, not aid ».

Ce que nous vivons aujourd'hui est une réédition d'un conflit vieux comme le monde, entre sociétés de puissance et sociétés de confiance, entre géopolitique et droits universels, entre pouvoir et liberté. Si une poussée de socialisme peut laisser prévoir une crise mondiale à court terme, le réalisme et l'humanisme du capitalisme s'imposeront à moyen terme. La vérité, c'est que le capitalisme bénéficie d'une supériorité éthique sur le collectivisme inefficace, injuste et corrupteur. Avec ou contre Obama, la vérité s'imposera. Nous pouvons y contribuer. Yes we can.

Jacques Garello

## Conjoncture

### LA BOURSE EST-ELLE DEVENUE FOLLE ?

Et si Nicolas Sarkozy avait raison ? On se souvient du discours de Toulon : « L'idée de la toute puissance du marché qui ne devait être contrarié par aucune règle, par aucune intervention politique, était une idée folle. L'idée que les marchés ont toujours raison était une idée folle ». Dans le domaine de la bourse, on peut se demander s'il n'a pas dit vrai : la bourse semble devenue folle, avec la chute des cours, puis maintenant l'alternance de périodes de hausse et de baisse. En réalité la bourse se comporte d'une manière très compréhensible. Il y a des explications rationnelles aux mouvements actuels.

#### **La bourse est indispensable pour le financement des entreprises**

D'abord, comme Jacques Garello l'a rappelé dans un récent article, le marché n'est pas une personne ; il y a des personnes -chacun de nous- qui opèrent sur le marché qui ne fait que traduire leurs choix. Ni la bourse, ni un autre marché ne peut devenir fou, mais chacun d'entre nous le peut. Le marché est une procédure de libre choix, de coordination et de découverte, dont la raison d'être est l'échange. On peut faire de mauvais choix, mais dire que le marché a tort, c'est dire que de mauvais choix ont été faits. Qui peut en juger ? Les hommes politiques s'en croient capables, alors que leurs choix sont au mieux hasardeux au pire ruineux.

La bourse n'est qu'un marché parmi d'autres, le marché des capitaux à long terme. On y échange de la monnaie contre des titres, et avant tout contre des actions. La bourse n'est pas apparue par hasard, ou parce qu'une autorité politique l'aurait voulu, mais pour répondre à de vrais besoins et tout d'abord celui des entreprises de se financer en recueillant l'épargne de ceux qui ont une capacité de financement. Acheter une action nouvelle, c'est apporter des capitaux propres aux entreprises ; c'est leur permettre d'investir et de se développer.

L'actionnaire est copropriétaire de l'entreprise. L'achat ou la vente d'actions existantes est donc un échange de droits de propriété. C'est ce qui assure la mobilité du capital, ce qui permet (par exemple lors d'une OPA) de changer des équipes dirigeantes peu dynamiques en les remplaçant par d'autres qui pensent pouvoir mieux la gérer. La bourse, confrontant toutes les offres et demandes, fait apparaître un vrai prix, porté à la connaissance de tous, qui donne une information sur la situation de l'entreprise ou sur ce que les opérateurs en pensent.

## **25 000 milliards partis en fumée ?**

Depuis quelques mois, partout, les bourses font du yoyo, avec une tendance générale à la baisse. La bourse de Paris a perdu environ 43% de sa valeur depuis le début de l'année, c'est-à-dire que les cours ont reculé de 43%. Depuis début octobre, les principales places financières mondiales ont reculé de 25%, avant de remonter brutalement, mais la tendance générale à la baisse existe depuis plus de dix mois. On a calculé, même si le calcul est forcément un peu imprécis, que l'ensemble des bourses ont vu « partir en fumée » près de 25 000 milliards de dollars, soit presque le double du PIB des Etats-Unis.

Parfois c'est pire, comme la bourse de Moscou, qui a perdu 72% de sa valeur, ou celle de Reykjavik, 94% ! Tout cela n'est-il pas fou ? Certains voudraient fermer les bourses : autant casser le thermomètre ! Mais pourquoi les opérateurs n'ont-ils pas réagi positivement à tous les plans concoctés par le pouvoir, qui, tout en avouant être « en faillite », trouve des centaines de milliards pour soutenir les banques ou les entreprises, en nationalisant une partie de leur capital ? Comment les opérateurs ne peuvent-ils pas être reconnaissants de tout ce que font pour eux les pouvoirs publics ? Enfin les opérateurs ne sont-ils pas fous quand un jour la bourse baisse de près de 10% et qu'elle remonte de 7 ou 9% le lendemain !

Tout cela s'explique très bien. Les opérateurs en bourse, et chacun d'entre nous peut l'être, ne sont pas des philanthropes qui donnent leur argent, ni des hommes d'Etat qui dépensent l'argent des autres. Ils opèrent avec leur argent et sont donc attentifs au rendement (le dividende, part des profits distribuée) et au risque (possibilité de gain ou de perte en capital). Ceux qui vendent des titres ont été ces temps-ci plus nombreux que ceux qui en achètent, c'est ce qui fait baisser les cours, car les épargnants sont nombreux à penser que l'économie entre en récession, du moins dans les pays développés et que les profits vont reculer (c'est déjà le cas), donc les dividendes, et que la valeur même des entreprises en sera affectée.

## **Dans l'incertitude, garder son sang froid**

Si la bourse a baissé, c'est que l'on a perdu confiance dans la solidité de nos économies et de nos banques. Les épargnants ont compris que des erreurs majeures ont été commises dont on est en train de payer le prix. Ils ne savent si l'agitation politique actuelle, les mesures prises, les sommets qui se succèdent, ne vont pas aggraver la situation. Surtout ils se demandent si l'économie est aussi solide qu'il n'y paraît, quand on leur annonce chaque jour que le bâtiment, l'automobile, le transport et la sidérurgie réduisent leur activité.

Mais, en sens inverse, les opérateurs en bourse se disent que les cours sont tombés si bas qu'acheter des actions sous-évaluées est aujourd'hui une bonne affaire. Ils apprennent aussi que certains pays (les émergents) ou certains secteurs (chimie, électronique) ou certaines entreprises (Essilor par exemple) semblent poursuivre leur expansion.

Enfin, et non le moindre, la grande peur d'une récession massive et durable ayant déjà été anticipée dans la baisse des cours, il n'y a aucune raison de l'enregistrer à nouveau.

Au total, comme la situation est incertaine, cela se traduit par l'incertitude des comportements.

Que va-t-il se passer ? Va-t-on retrouver l'euphorie ?

Personne ne peut le dire, car personne ne sait si la récession va s'aggraver, si les gouvernants vont aller dans le bon ou le mauvais sens. Ce qui est certain, c'est que la récession ne durera pas toujours ; dès que les marchés financiers (qui sont plus clairvoyants que tous les instituts de prévisions) vont anticiper durablement une reprise, avant qu'elle ne se soit traduite dans les chiffres, les cours remonteront. A long terme, la bourse est toujours gagnante, parce que la croissance finit par revenir. Cela nécessite de garder son sang froid (tant qu'on n'a pas vendu, on n'a pas perdu) et cela nécessite surtout que les pouvoirs publics gardent le leur, au lieu de commettre de nouvelles bévues. Une nouvelle flambée de « régulation et supervision » n'arrangerait certainement pas les choses.

## LA CGT ET SUD RAIL MONTRENT LA VOIE

Pourquoi se désespérer de la crise économique ? On peut compter sur l'initiative syndicale pour relancer la France, du moins la France des grèves, des manifestations et des contestations. Merci à tous ceux qui montrent la voie : grâce à eux la sortie du tunnel est proche.

Prenons tout d'abord l'exemple de la CGT, et de son très réputé syndicat du livre (Syndicat général du livre et de la communication écrite, SGLCE). Il mène la bataille sur deux fronts : empêcher les journaux d'aller ailleurs et empêcher toute véritable modernisation des Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne (NMPP).

Sur le premier point, quand un journal est distribué autrement, ou quand la CGT ne veut pas qu'un journal paraisse, comme c'était le cas du Journal du dimanche, la CGT vient « se promener » autour de l'entreprise, avant d'occuper l'immeuble, pour dissuader les concurrents de distribuer ce journal. La direction du JDD a voulu éviter les affrontements et le journal n'a pratiquement pas été distribué. Quant à la direction des NMPP elle « a condamné les actions de blocage menées par une fraction du syndicat du livre ».

Raison de la grève ? Un militant CGT, qui avait cassé une vitre du siège des messageries, lors d'une manifestation, avait été interpellé. Pour la CGT, la direction ne fait que des « provocations et des menaces de répression » et « les salariés, unis et déterminés, ont décidé de rester debout ».

Quelle manifestation ? Les NMPP ont lancé plusieurs plans de modernisation, et à chaque fois la CGT a usé de la force pour l'empêcher. Le dernier plan prévoit d'ici à 2010 la suppression de 350 postes (sur 1 200). Il en coûte 62 millions d'euros pour des départs en préretraite, sur la base du volontariat, dans des conditions très favorables et sans licenciement sec. Il n'y a réellement pas de quoi crier à l'injustice sociale ; en fait la CGT ici comme ailleurs ne veut pas perdre ni ses privilèges ni la position dominante qui les pérennise.

Ne rien perdre des privilèges, ne rien changer : c'est aussi l'explication de la grève des cheminots CGT et SudRail, dont le prétexte est un « réaménagement des horaires de travail des conducteurs du fret ». Ici le scandale est double. D'une part quelle entreprise, dans une conjoncture difficile, ne modifierait-elle pas ses horaires pour s'adapter aux conditions nouvelles ? Les salariés des entreprises privées devraient-ils faire grève chaque fois qu'un changement intervient, alors qu'une entreprise ne vit et survit que dans le changement ? D'autre part, comment tolérer que les cheminots bloquent le trafic, et empêchent de travailler ceux qui ont déjà beaucoup de mal à maintenir leur emploi et leur pouvoir d'achat ?

A travers ces deux exemples, on voit que les syndicalistes inconscients sont fermés à toute logique économique, et indifférents au sort de ceux qui n'ont pas le privilège d'appartenir au secteur public. Certes les médias jettent une lumière crue sur toutes les entreprises en difficulté, sur toutes les usines et centres que l'on ferme ou que l'on déplace. Mais sur ce fond noir se détache avec éclat le drapeau rouge de la CGT et ses camarades de lutte. La CGT semble être le seul rempart de défense des travailleurs, alors qu'elle est en train de casser les entreprises et de détériorer le climat social, pour mieux « changer le système ». Plus de crise, c'est plus de publicité pour les syndicats. C'est normal : puisqu'ils aggravent la crise !

Aussi révoltante que l'attitude des médias est celle des pouvoirs publics. La liberté du travail n'est pas assurée, les menaces et voies de fait demeurent impunis. La liberté de circuler, de s'informer, la liberté d'entreprendre et de contracter partent en fumée. La nouvelle majorité s'était engagée sur le fameux « service minimum », et on nous a fait croire que nous n'aurions plus à craindre la moindre grève dans les services publics. On a, paraît-il, voté une loi en ce sens. Mais elle est si timide et si respectueuse du « droit de grève » qu'elle en est caricaturale. A l'usage on s'aperçoit qu'une infime minorité d'apparatchiks et de casseurs peut continuer à tenir en otage la population d'un pays entier. C'est ce que, dans ce gouvernement « libéral » on doit appeler « l'état de droit » !

## **BAYROU RESSUSCITE LA TROISIÈME VOIE**

Si la droite française est la plus bête du monde, elle partage largement cette bêtise avec le centre. Nous avons pensé qu'avec la chute du mur de Berlin, tout le monde admettrait le marché et que personne ne songerait à ressusciter la planification. Quant à la troisième voie, on sait bien qu'elle n'a scientifiquement aucun sens, puisque l'on démontre qu'il ne peut exister que deux systèmes logiques et cohérents : un système décentralisé, le marché, et un système centralisé, le plan. Toutes les tentatives de tiers système, depuis le « socialisme du marché » jusqu'à l'autogestion yougoslave et la social-démocratie nordique, ont sombré dans l'échec. Il y a bien longtemps que les pays du nord privatisent et dérèglent à tour de bras.

Or non seulement le communisme a toujours des partisans, à en juger par le succès en France d'un Besancenot, mais encore la troisième voie relève la tête. Refonder le capitalisme, le retour de l'Etat : toutes ces idées de Sarkozy ressuscitent ce thème. Mais François Bayrou vient pour sa part de franchir une nouvelle étape dans ce délire collectif. Il s'est lancé, lors d'une conférence nationale de son parti, sur laquelle il n'est pas trop tard pour revenir, dans un réquisitoire contre le capitalisme et le socialisme : pour lui, c'est pareil, il faut les renvoyer dos à dos. Liberté économique et goulag, même combat. « Je ne crois pas plus à la refondation du capitalisme que je ne crois à la refondation du socialisme ».

En effet, « on cherche à nous faire croire qu'il y aurait un capitalisme vertueux ; le gentil capitalisme des affaires d'autrefois, perverti par le méchant capitalisme financier. Et qu'on pourrait refonder le premier en supprimant le second. Pour cela, on brûle ce qu'on adorait hier. Même Chavez salue la conversion socialiste de Sarkozy. Ça doit bien faire rigoler du côté du Fouquet's ». « Cette tentative de redorer le blason du capitalisme comme modèle de société est à peu près le contraire exact de ce que nous pensions. Nous, ce que nous mettons en premier, ce n'est pas l'argent, c'est l'être humain ». Puisque M. Bayrou prétend mettre l'être humain en premier, il devrait savoir que le capitalisme est le seul système conforme à la nature humaine et que seuls les hommes, non les systèmes, sont éthiques ou pas dans leur comportement.

« Le modèle de Sarkozy, c'est le modèle américain. C'est le modèle que l'on voulait nous imposer en France et c'est cela que nous avons eu bien raison de refuser. Si de Gaulle était là, vous croyez qu'il laisserait dire que c'est le capitalisme, même refondé, l'idéal de la France ». Malheureusement, Sarkozy ne s'inspire pas du modèle américain ; quant à de Gaulle, il est vrai qu'il préconisait une troisième voie, voilà donc Bayrou converti au gaullisme.

Quelle est donc la troisième voie selon Bayrou : « Entre le projet socialiste et le projet capitaliste, les Français auront désormais le choix avec un projet humaniste, dont la première affirmation, c'est qu'il y a dans la vie humaine, dans la société, des choses qui n'appartiennent pas à l'univers marchand ». En quoi est-ce une troisième voie ? Tous les libéraux ont toujours dit qu'aux côtés de l'ordre marchand, existait l'ordre communautaire et l'ordre politique, qui effectivement n'obéissent pas aux mêmes objectifs que l'ordre marchand ; mais M. Bayrou n'accepte pas l'ordre marchand, dont il retire aussitôt l'éducation ou la santé : « L'éducation appartient au non-marchand ». Sans doute veut-il à son tour supprimer l'école privée ? Ce qui lui reste d'électeurs démocrates-chrétiens apprécieront qu'il veuille supprimer l'école libre en la faisant dépendre encore plus de l'Etat, et non du secteur libre, car marchand. Il en profite aussi pour s'attaquer à la loi Tépé et au bouclier fiscal, symboles de ce capitalisme honni : il faut appauvrir les « riches », leur faire payer à nouveau plus de 100% de leur revenu en impôts.

Il fut un temps où M. Bayrou se posait en héritier de la démocratie chrétienne. Le voilà en tous cas bien loin de la doctrine sociale de l'Eglise, lui qui affirme haut et fort son christianisme ; Jean-Paul II avait dit que cette doctrine « n'était pas une troisième voie ». Et à la question « le capitalisme est-il le modèle social qui l'emporte », le Pape avait répondu oui, acceptant toutes les institutions du capitalisme, c'est-à-dire de l'économie de marché, à condition qu'il repose sur un état de droit et que les hommes y développent une éthique personnelle forte. M. Bayrou, lui, ne croit pas à l'économie de marché, sans pour autant définir ce qu'il entend par une troisième voie « humaniste ». L'humanisme n'existe que si les hommes sont libres d'agir.

## DEUX PLANÈTES POUR SAUVER L'HUMANITÉ

C'est un thème qui revient périodiquement, qui est celui de notre gaspillage de ressources rares non renouvelables, donc de notre égoïsme, qui priverait nos enfants et petits-enfants des ressources dont ils auraient besoin, contrairement aux bonnes règles du développement durable, nouveau nom du politiquement correct. Cette fois-ci, c'est le Fonds mondial pour la nature (WWF), qui fait partie de l'écologiquement correct, qui tire le signal d'alarme. Au rythme actuel de notre consommation, en 2030 il faudrait l'équivalent de deux planètes comme la nôtre pour répondre à toutes les demandes.

En effet, on calcule une « empreinte écologique de l'humanité », qui évalue la consommation de ressources naturelles et qui excède déjà de 30% les capacités de régénération de la planète. En 45 ans, la pression de l'humanité sur la planète aurait plus que doublé, à cause de la croissance démographique et de celle de la consommation. Bref une surexploitation, qui épuise les écosystèmes et produits trop de déchets qui s'accumulent partout. C'est le bien être qui est menacé pour WWF, avec la pénurie d'eau, la déforestation, le dérèglement climatique, etc. Le nombre d'espèces vivantes diminue fortement.

Conclusion, il faut cesser de consommer et cesser d'avoir autant d'enfants. Ce n'est pas la première fois qu'on nous sert ce discours, de Malthus au Club de Rome, cette fois relooké à la sauce écolo. Une nouvelle fois, il faut rappeler quelques vérités simples.

Le discours sur la surpopulation n'a plus aucun sens dans les pays riches, qui ne renouvellent même plus leur population dans bien des cas ; à terme leur population diminuera. Pour les pays en développement, la transition démographique est presque achevée et on sourit aujourd'hui aux prévisions des années 60 qui annonçaient entre 15 et 20 milliards d'habitants ; la population se stabilisera autour de 9 milliards ; les pays émergents ont pratiquement atteint le seuil de renouvellement des générations.

L'épuisement des ressources naturelles n'a aucun sens. Il est vrai que certaines, comme le pétrole, sont non renouvelables ; un jour, il n'y en aura plus. Mais on avait déjà annoncé cela du charbon au 19<sup>e</sup> siècle, annonçant aussi la fin de la croissance industrielle, et en réalité on l'a remplacé par le pétrole ; demain, ce sera pareil et le pétrole sera remplacé comme source d'énergie pour nos voitures, nos avions ou nos usines par autre chose (énergie solaire, nucléaire ou autre) de non polluant et de renouvelable. Le développement durable cela consiste à nous priver aujourd'hui de pétrole (voyager moins, qu'en pensent les globe-trotters de l'écologie ?) pour transmettre à nos petits-enfants ce qu'ils considéreront demain comme une nourriture sans intérêt, sale et polluante, le pétrole.

Quant à la pollution, faut-il rappeler les textes du 19<sup>e</sup> qui « démontraient » que Paris allait être envahi par le crottin de cheval : c'était mathématiquement prouvé. Or la lutte contre la pollution est devenue un marché, et un marché rentable ; elle ne cessera donc de progresser, à commencer par les activités de recyclage. Faut-il rappeler aussi que ce sont les pays étatisés qui polluent le plus et les pays libéraux qui savent régler ces questions ?

Mais il y a trois choses plus importantes. La première, c'est l'importance des droits de propriété pour la gestion des biens environnementaux, car seule la propriété met les hommes en responsabilité. Par exemple la question de l'eau potable ne se posera plus lorsqu'on aura développé des techniques devenues moins coûteuses par rapport au prix de l'eau – encore faut-il que l'eau ne soit pas surconsommée parce que les gouvernants veulent la rendre gratuite.

La deuxième c'est que tous ces courants de pensée devraient se réjouir du développement des pays émergents, qui sortent des peuples de la misère. Mais dire à ces peuples : il n'y aura pas de place pour vous, c'est sinistre comme du Malthus (« au grand banquet de la nature il n'y a pas de couvert pour eux »). Cela montre que l'on n'a pas confiance dans l'homme et sa créativité.

Enfin tous ces rapports oublient que l'homme est au centre de la nature, que la nature a été créée pour lui, pour qu'il s'en serve, certes d'une manière ordonnée. Vouloir condamner l'homme pour sauver la nature, c'est un contre-sens complet. La création, est faite pour l'homme. Mais soumettre l'homme aux exigences et aux caprices de la nature, c'est une formidable régression.

## AUTOUR D'UNE ÉLECTION HISTORIQUE

*Jacques Garello*

Tout d'abord, je ne vois pas en quoi cette élection serait historique, à moins de verser, comme la plupart des commentateurs, dans le racisme primaire. On nous rebat les oreilles avec le « rêve américain », Martin Luther King, et la ségrégation, pour ramener le succès du candidat démocrate à la revanche des Noirs. C'est oublier qu'il y a bien longtemps que la nation américaine a réussi à assimiler des minorités nombreuses et diverses autour de quelques valeurs simples, objets d'un large consensus : la liberté, la propriété, le travail et le marché. De nombreuses métropoles américaines ont des maires noirs : Washington, Chicago, Los Angeles, Detroit, Philadelphie, etc. La minorité noire a plusieurs sénateurs, députés et gouverneurs depuis fort longtemps, et il en est de même aujourd'hui pour les minorités latinos, asiatiques, indiennes, comme dans le passé avec les italiens, les catholiques irlandais, les juifs ukrainiens, et encore plus loin dans le temps avec les écossais puritains, les hollandais arménites, les suédois et allemands luthériens, etc.

Le véritable miracle américain, le rêve devenu réalité, ce n'est pas Barak Obama, c'est l'Amérique. Voilà qui fascine mais culpabilise ces peuples, à commencer par le nôtre, qui sont terrorisés par des sociétés dites « multiculturelles » mais qui ont perdu toutes valeurs, toute culture permettant de respecter la différence; ces peuples, faute d'éducation éthique, préfèrent s'adonner au communautarisme haineux.

Cette élection qui n'était pas historique a suscité des commentaires qui étaient à coup sûr hystériques. Monsieur Jack Lang nous a ressorti son couplet sur « le passage de l'ombre à la lumière » et nous a régalés avec « Obama, la jeunesse du XXIème siècle » (il est expert en jeunesse). Mais pour ne pas être en reste Madame Rama Yade a salué l'élection comme « un mur de Berlin puissance dix », car il est évident que la liberté de 400 millions d'Européens ne compte guère comparée à la libération de ces huit ans de totalitarisme à la Maison Blanche.

Parlons aussi de George Bush. J'ai reçu de mes amis américains, et bien avant la défaite de MacCain l'explication des vraies raisons de cette défaite. Pour les authentiques intellectuels libéraux (au sens français du terme) Bush a prolongé une évolution qui a peu à peu écarté le Parti Républicain (GOP) de ses références éthiques. Bush et son administration ont pris leurs distances avec le reaganisme. Reagan n'apportait pas seulement une politique économique, appelée « reaganomics » (baisse des impôts, concurrence, déréglementation, réduction du centralisme fédéral) qui ont valu trente ans de croissance inégalée aux Etats-Unis. Il apportait aussi le « néo-conservatisme » : travail, réussite, entreprise, famille, solidarité volontaire, etc. Comme l'explique John Baden, Bush et son entourage ont commencé par se passer de tous les conseils, de tous les intellectuels qui avaient amené Reagan au pouvoir. Les principaux think tanks (Heritage, Cato, Atlas, Manhattan, Pacific, American Enterprise, Economic Education, etc.) n'ont plus été écoutés: quand on détient le pouvoir pourquoi s'embarrasser de dogmes ? Au sein du Parti Républicain, de nouvelles équipes sont apparues, puissamment liées aux milieux d'affaires. Dès lors, au sein du Parti, les convictions morales ont disparu pour considérer les seules positions sociales. Le Parti est devenu symbole de classe richissime, étalant sa richesse et son mépris pour tout le reste. Mais le Parti n'avait plus de doctrine pour le guide, plus de message à faire passer.

Ainsi, ce n'est pas MacCain qui a été sanctionné, mais bien le Parti Républicain, qui n'est plus le parti de Reagan et de l'éthique de la liberté, mais le parti de Bush et des brasseurs de millions.

Cette leçon pourrait être méditée avec profit en France. Les partis de droite ont renoncé depuis vingt ans à toute doctrine, ils ont choisi le « pragmatisme » : le succès et le pouvoir sont les vraies lois. Ils ont été élu sur une étiquette naguère payante, celle du libéralisme, mais ils n'ont fait que du socialisme. Pragmatisme et socialisme sont les deux mamelles de la France.

Il serait temps d'en revenir aux fondamentaux de la démocratie libérale.

## **ON A SAUVE LE SOLDAT STRAUSS KHAN**

Les élections américaines ont fait passer au second rang un évènement pourtant aussi historique que la victoire d'Obama : on a sauvé DSK ! En hauts lieux on respire.

Haut lieu de la finance mondiale : comment aurait-on pu se passer d'un économiste aussi éminent au moment où le Fonds Monétaire International reçoit pour mission de régler la mondialisation financière et de mettre en place un plan de relance global ?

Haut lieu du socialisme : dans le jeu subtil des courants du Congrès de Reims, presque tous les membres du PS ont volé au secours de Strauss-Kahn pour récupérer les voix de ses amis. Seule Ségolène Royal, qui est déjà ailleurs, n'a pas cru bon de chanter les louanges de son ex-concurrent dans la course à l'Élysée. Voilà « une bonne nouvelle » selon Laurent Fabius, qui rêve d'une alliance entre Martine Aubry, les Strauss-kahniens et lui-même. François Hollande, qui lui, veut récupérer les voix en question pour Delanoë, parle d'une décision « qui vient clore un incident » et Lionel Jospin lui emboîte le pas, chacun expliquant qu'à l'heure de la réforme mondiale des systèmes monétaires et financiers, il est essentiel que Strauss-Kahn puisse être libre d'agir et soit maintenu à son poste. Tout cela se comprend fort bien. Le PS veille à la refondation de la mondialisation, c'est sa vocation et il en a les compétences.

Haut lieu de la majorité actuelle enfin. Roger Karoutchi, secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement se réjouit car « il n'y a pas de fragilisation du FMI ». Mais la palme revient à Frédéric Lefebvre, porte parole de l'UMP. Non content de saluer « une bonne nouvelle », il en rajoute : « Le fait que cela soit derrière nous est une bonne chose, à la fois pour le FMI et globalement pour la politique et les institutions des pays et du monde ». Ouf ! Si on comprend bien, si DSK avait dû démissionner, le monde aurait cessé de tourner.

Mais voici la phrase la plus intéressante : « Que Dominique Strauss-Kahn connaisse parfaitement le